

Unité départementale de la Côte-d'Or  
21 Bld Voltaire  
CS 27912  
21035 Dijon

Dijon, le 20/03/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SODIEN**

Chemin de la Rente de la Cras  
21000 Dijon

Références : 2025-147  
Code AIOT : 0005401880

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/12/2024 dans l'établissement SODIEN implanté chemin de la rente de la cras 21000 Dijon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection a été réalisée dans la cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées. Elle a abordé les suites de la visite de 2021 ainsi que les rejets atmosphériques du site.

Le référentiel réglementaire de la présente visite est le suivant :

- arrêté préfectoral d'autorisation du 24/01/2001
- arrêté préfectoral complémentaire du 20/05/2011
- arrêté ministériel du 03/08/2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux

installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SODIEN
- chemin de la rente de la cras 21000 Dijon
- Code AIOT : 0005401880
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation concernée est une chaufferie gaz, disposant d'une cogénération, participant à l'alimentation du réseau de chaleur urbain de Dijon.

**Thèmes de l'inspection :**

- Air

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Conformité électrique	Arrêté Préfectoral du 24/01/2001, article 33	Demande d'action corrective	3 mois
2	Réserve incendie	Arrêté Préfectoral du 24/01/2001, article 32.5.1	Demande d'action corrective	3 mois
3	Dispositif de coupure de gaz	Arrêté Préfectoral du 24/01/2001, article 40.3	Demande d'action corrective	3 mois
5	Asservissement et dimensionnement de la ventilation mécanique	Arrêté Préfectoral du 24/01/2001, article 40.5 et 40.6	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Contrôle des normes de rejets atmosphériques de l'AP	AP Complémentaire du 20/05/2011, article 4	Demande d'action corrective	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Centrale incendie	Arrêté Préfectoral du 24/01/2001, article 40.4	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite d'inspection a mis en évidence la nécessité que l'exploitant continue à mettre en place des actions afin de corriger la situation mise en évidence en 2021. En complément, l'exploitant doit compléter l'auto-surveillance des rejets atmosphériques de son installation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Conformité électrique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2001, article 33
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Conformité électrique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un contrôle [...] de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est effectué au moins une fois par an.
<b>Constats :</b>  Les contrôles électriques 2021 et 2022 n'ont pas été réalisés. Les contrôles électriques 2023 et 2024 ont été réalisés en mars 2023 et mars 2024, présentés puis transmis par mail à l'inspection. La vérification du contrôleur permanent d'isolement de la cogénération a été réalisée en 2023 mais n'a pas été réalisée en 2024. De plus, le rapport de vérification de 2024 met en évidence 4 limites d'intervention complémentaires qui nécessitent la réalisation de missions complémentaires. De nouvelles observations ont été relevées dans le rapport du contrôle 2024 dont notamment des « continuités défectueuses (supérieures à 2 ohms) des conducteurs de protection ». Le rapport précise que l'exploitant doit vérifier les connexions et rétablir la continuité à la terre.  <b><u>Demande d'actions correctives :</u></b> L'exploitant réalisera un contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques incluant la vérification des contrôleurs permanents d'isolement des installations de cogénération, au moins une fois par an. L'exploitant traitera les observations relevées dans le rapport de contrôle 2024 et notamment les observations concernant les connexions avec les continuités de terre.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 2 : Réserve incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2001, article 32.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Réserve incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'établissement est doté au moins de : [...] la citerne de 1 800 m <sup>3</sup> désaffectée est transformée en stockage d'eau incendie et raccordée à deux canalisations (Ø 100 mm minimum) qui cheminent le long de la propriété jusqu'au portail

d'accès canal afin de permettre le branchement des véhicules d'incendie et leur alimentation en gravitaire.
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'il y avait une erreur dans le rapport de la visite d'inspection de 2021 : le poteau n°2 correspond en réalité au poteau n°902 et le poteau n°1400 correspond au poteau n°900. Ces deux poteaux appartiennent à SUEZ et sont gérés par Odivea et non par l'exploitant. L'exploitant assure le suivi du poteau incendie n°1499, situé au nord de l'installation, sur la parcelle cadastrale EN 94. De la végétation est présente à proximité immédiate de ce poteau. L'exploitant a indiqué à l'inspection que des opérations de « nettoyage/gyrobroyage » sont prévues. L'exploitant précise que ce poteau n°1499 est alimenté en gravitaire par la réserve incendie de 1 800 m³. Suite à la visite d'inspection de 2021, l'exploitant n'a pas équipé la réserve incendie de 1 800m3 d'un dispositif de suivi du niveau de remplissage.</p> <p><b><u>Demande d'actions correctives :</u></b></p> <p>L'exploitant réalisera les actions de nettoyage nécessaires permettant de dégager l'accès au poteau incendie n°1499.</p> <p>L'exploitant mettra en place un suivi de remplissage de la réserve incendie afin de s'assurer de son niveau d'eau en cas de besoin.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Dispositif de coupure de gaz

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2001, article 40.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Dispositif de coupure de gaz
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Un dispositif de coupure manuelle [...] doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif [...] doit être placé : dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances, à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouvertes et fermées</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a mis en place une boîte à clefs afin que la vanne manuelle du bâtiment de cogénération soit accessible rapidement et en toutes circonstances. Toutefois, la boîte à clefs a été vandalisée (vitre cassée). L'exploitant a évoqué la possibilité d'installer une serrure à code afin de sécuriser l'accès à la vanne manuelle.</p> <p><b><u>Demande d'action corrective :</u></b></p> <p>L'exploitant mettra en place un système sécurisé permettant d'accéder, en toutes circonstances, à la vanne manuelle du bâtiment de cogénération.</p>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Centrale incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2001, article 40.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Centrale incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un dispositif de détection de gaz, déclenchant selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassements des seuils de danger, est mise en place dans l'installation utilisant un combustible gazeux afin de prévenir l'apparition d'une atmosphère explosive. Les détecteurs incendie et les détecteurs de présence de gaz sont associés à des alarmes et des automatismes. L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des risques de fuite et d'incendie. Leur situation est repérée sur un plan. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant a indiqué qu'il avait procédé au changement de la centrale de détection incendie en décembre 2021. Il a montré le rapport des travaux réalisés à l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Asservissement et dimensionnement de la ventilation mécanique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/01/2001, article 40.5 et 40.6
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Asservissement ventilation mécanique
<b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article 40.5 - Ventilation des locaux de cogénération</u>  [...] L'arrêt de la ventilation entraîne automatiquement la mise en sécurité des appareils et la coupure de l'alimentation en gaz.  <u>Article 40.6 - Ventilation du local chaufferie</u>  La ventilation doit assurer en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'équipement, notamment en cas de mise en sécurité de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local au moyen d'ouvertures en partie haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent permettant d'éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que les installations de cogénération ont été modifiées en 2013. Cette modification a entraîné la suppression de l'asservissement entre l'arrêt de la ventilation

mécanique et la mise en sécurité des appareils de combustion et la coupure de l'alimentation gaz.. La ventilation mécanique de la centrale de cogénération se déclenche via un thermostat d'ambiance afin de faire redescendre la température du local cogénération.

**Demande de justificatifs :**

L'exploitant indiquera les mesures mises en place afin de procéder à la mise en sécurité des appareils, à la coupure gaz et d'éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive pour les installations de cogénération et les chaudières.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Contrôle des normes de rejets atmosphériques de l'AP**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 20/05/2011, article 4

**Thème(s) :** Risques chroniques, Contrôle des normes de rejets atmosphériques

**Prescription contrôlée :**

**Arrêté préfectoral du 20/05/2011**

Article 4 :

Les gaz sont rejetés à l'atmosphère au moyen de cheminées, dans les conditions définies ci-après :  
[cf tableau de l'APC du 20/05/2011]

**Arrêté ministériel du 03/08/2018 :**

Article 60 :

Les valeurs limites d'émissions du présent article sont applicables aux moteurs.

I. Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent sous réserve des renvois entre parenthèses [...] aux installations de combustion existantes de puissance thermique nominale totale supérieure ou égale à 5 MW fonctionnant plus de 500 heures par an, à compter de l'entrée en vigueur du présent arrêté et jusqu'au 31 décembre 2024

[...]

Nox : 130mg/Nm3

Article 62 :

Pour les moteurs, la valeur limite en formaldéhyde est de 15 mg/Nm3.

**Constats :**

Le site dispose de 4 générateurs : G2, G3 et G4 au gaz et une cogénération.

L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que la chaudière G2 n'a pas été utilisée au cours de l'année 2024, les chaudières G3 et G4 ont été peu utilisées et que la cogénération est utilisée en permanence pour alimenter le réseau de chaleur.

L'exploitant fait réaliser une autosurveillance de ses rejets atmosphériques par un organisme accrédité Cofrac. L'inspection des installations classées a consulté les rapports d'autosurveillance des mois de janvier, février, mars et novembre 2024 pour la cogénération et celui de février pour les générateurs G3 et G4.

L'analyse de cette autosurveillance par l'inspection met en évidence des non-conformités (NC) et des remarques (R) :

**Générateurs G3 et G4 :**

Les générateurs G3 et G4 fonctionnent au gaz naturel et en secours en fioul domestique.

- (R) En 2024, l'autosurveillance a été réalisée uniquement lors d'un fonctionnement en FOD et pas au gaz naturel
- (R) L'exploitant réalisera l'autosurveillance des rejets des générateurs G3 et G4 lors de leur fonctionnement au gaz naturel.

**Cogénération :**

L'exploitant réalise l'autosurveillance des paramètres suivants : poussières, SO<sub>2</sub>, NO<sub>X</sub>, CO, COV et formaldéhyde.

- (R) les rapports d'analyses ne présentent pas les valeurs limites de rejets utilisées pour les paramètres suivants : SO<sub>2</sub>, COV, poussières, SO<sub>2</sub>.
- (NC) La concentration des rejets en COV est limitée à 150 mg/Nm<sup>3</sup>. Les rejets de COV de janvier 2024 sont en moyenne de 380 mg/Nm<sup>3</sup>, ceux de février 2024 sont en moyenne de 356 mg/Nm<sup>3</sup>, ceux de mars 2024 sont en moyenne de 401 mg/Nm<sup>3</sup> et ceux de novembre 2024 de 325 mg/Nm<sup>3</sup>. L'exploitant recherchera l'origine de tels dépassements et mettra en oeuvre des actions correctives afin de respecter la valeur limite de 150 mg/Nm<sup>3</sup>.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois